

REGLEMENT DE CONSULTATION

Identification du pouvoir adjudicateur :

Lorient Agglomération
CS 20001
56314 LORIENT Cedex
Tél : 02 90 74 71 95

Adresse internet de l'acheteur :

<https://www.lorient-agglo.bzh>

Adresse internet du profil d'acheteur :

<https://marches.megalis.bretagne.bzh>

Objet de la consultation : ...

Fourniture de vêtements de travail, de chaussants, d'équipements de protection individuelle (EPI) et vérification des EPI de catégorie 3 (4 lots)

Date limite de remise des offres fixée au :

7 juillet 2025 à 12 h 00, délai de rigueur.

**Les candidats ont la faculté de poser leurs questions
via la plateforme Mégalis Bretagne jusqu'au 27 juin 2025.**

Une réponse sera apportée au plus tard le 1^{er} juillet 2025.

Information préalable sur la dématérialisation des échanges :

L'offre du soumissionnaire, propre à chaque lot, doit impérativement être transmise par voie électronique depuis le profil d'acheteur Mégalis Bretagne, aucune réponse sur support papier n'est autorisée. Toute offre reçue sur support papier sera considérée comme irrégulière.

La signature électronique n'est pas obligatoire au stade du dépôt de l'offre. Ainsi, par la seule remise d'une offre, l'opérateur économique confirme son intention de candidater et de soumissionner à la consultation et s'engage, s'il est désigné attributaire, à signer les pièces de l'accord-cadre, propre à chaque lot, par voie électronique dans les conditions prévues à l'annexe 3 du présent règlement de la consultation.

LORIENT AGGLOMÉRATION - CS 20001 - 56314 LORIENT CEDEX - TÉL. 02 90 74 71 00 - WWW.LORIENT-AGGLO.FR



BRANDÉRION . BUBRY . CALAN . CAUDAN . CLÉGUER . GÂVRES . GESTEL . GROIX . GUIDEL . HENNEBONT . INGUINIEL . INZINZAC-LOCHRIST . LANESTER
LANGUIDIC . LANVAUDAN . LARMOR-PLAGE . LOCMIQUELIC . LORIENT . PLÉMEUR . PLOUAY . PONT-SCORFF . PORT-LOUIS . QUÉVEN . QUISTINIC . RIANTEC
PREDERION . BUBRI . KALANN . KAODAN . KLEGUER . GAVR . YESTAEL . GROE . GWIDEL . HENBONT . AN IGNEL . ZINZAG-LOKRIST . LANNARSTËR
LENGEDIG . LANVODAN . AN ARVOR . LOKMIKAELIG . AN ORIENT . PLAÑVOUR . PLOUE . PONT-SKORF . PORZH-LOEIZ . KELWENN . KISTINID . RIANTEG

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la fourniture de vêtements de travail, de chaussants et d'équipements de protection individuelle destinés aux agents de Lorient agglomération ainsi que de la vérification périodique des équipements de protection individuelle (EPI) de catégorie 3.

Lieu de livraison : unités de travail techniques de Lorient Agglomération.

Codes CPV :

- 18100000-0 - Vêtements professionnels, vêtements de travail spéciaux et accessoires.
- 18830000-6 - Chaussures de protection.
- 18143000-3 - Equipements de protection
- 71630000-3- Services de contrôle et d'essais techniques.

ARTICLE 2 - DECOMPOSITION EN LOTS SEPARES

Les fournitures ainsi que les services d'entretien font l'objet de lots séparés déclinés comme suit :

- Lot n° 1 : vêtements de travail.
- Lot n° 2 : chaussures et bottes de sécurité.
- Lot n° 3 : équipements de protection individuelle.
- Lot n° 4 : vérification périodique des équipements de protection individuelle de catégorie 3.

Le candidat peut présenter une offre pour un, plusieurs ou l'ensemble des lots.

ARTICLE 3 - MODE DE PASSATION

3.1 - Procédure de passation :

La présente consultation est une procédure formalisée en application des articles L. 2124-1 et R. 2124-1 du code de la commande publique passée sous la forme d'un appel d'offres ouvert conformément aux articles L. 2124-2 et R. 2124-2 1° du code précité.

Type d'accord-cadre :

- Lots de 1 à 3 : accord-cadre de fournitures : achat.
- Lot n° 4 : accord-cadre de services.

3.2 - Technique d'achat :

Chaque lot est un accord-cadre (article L. 2125-1 1° du code précité), mono attributaire, qui fixe les stipulations contractuelles et s'exécute au fur et à mesure de de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code précité.

Les engagements en valeur sont les suivants :

Lot 1 - Vêtements de travail :

Montant minimum	Montant maximum
25 000 € HT / 24 mois	240 000 € HT / an
50 000 € HT / 48 mois (en cas de reconduction)	480 000 € HT / 48 mois (en cas de reconduction)

Lot n° 2 : chaussures et bottes de sécurité :

Montant minimum	Montant maximum
5 000 € HT / 24 mois	75 000 € HT / 24 mois
10 000 € HT / 48 mois (en cas de reconduction)	150 000 € HT / 48 mois (en cas de reconduction)

Lot n° 3 : équipements de protection individuelle.

Montant minimum	Montant maximum
5 000 € HT / 24 mois	60 000 € HT / 24 mois
10 000 € HT / 48 mois (en cas de reconduction)	120 000 € HT / 48 mois (en cas de reconduction)

Lot n° 4 : vérification des équipements de protection individuelle.

Montant minimum	Montant maximum
1 500 € HT / 24 mois	15 000 € HT / 24 mois
3 000 € HT / 48 mois (en cas de reconduction)	30 000 € HT / 48 mois (en cas de reconduction)

ARTICLE 4 - DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

La durée de l'accord-cadre propre à chaque lot est fixée à 24 mois à compter de sa notification et s'achève par la réalisation des prestations et le règlement du solde financier.

Chaque accord-cadre est reconductible tacitement, soit à sa date anniversaire de notification, soit lorsque le montant maximum des commandes est atteint, sans pouvoir excéder une durée maximale de 48 mois (4 ans) ni un montant maximum de commandes :

- Lot 1 : 480 000 euros ;
- Lot 2 : 150 000 euros ;
- Lot 3 : 120 000 euros ;
- Lot 4 : 30 000 euros.

Pour les lots de 1 à 3, les délais maximums de livraison sont fixés comme ci-après, à compter de l'envoi du bon de commande :

- 72 heures pour les articles en stock et non personnalisés ;
- 3 semaines pour les articles non stockés, notamment les articles faisant l'objet d'une personnalisation.

Pour le lot n° 4, le délai d'exécution sera précisé sur le bon de commande annuel notifié par Lorient Agglomération.

Date prévisionnelle de début des prestations : octobre 2025.

ARTICLE 5 - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES

5.1 - Nature et étendue du besoin :

La présente consultation concerne la fourniture de vêtements de travail, de chaussants et d'équipements de protection individuelle (EPI) et de la vérification des EPI de catégorie 3 (harnais anti-chutes et leur accessoires, détecteurs 4 gaz).

Environ 350 agents, affectés en majorité dans les unités de travail techniques sont concernés par l'utilisation des vêtements de travail et des équipements de protection individuelle.

Ces agents sont affectés sur 4 sites de travail (lieux d'embauches) constituant autant de points de livraison possibles.

Les vêtements de travail décrits sont destinés aux agents exerçant sur le terrain :

- En patrimoine naturel
- En travaux eau potable
- En relèves de compteurs d'eau
- En assainissement
- En collecte de déchets
- Pour l'entretien général des locaux (ménage)
- Pour l'accueil et les activités d'entretien, de maintenance des terrains d'accueil des gens du Voyage (TAGV)

De manière générale, les produits proposés devront être conformes aux exigences du RÈGLEMENT (UE) 2016/425 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 9 mars 2016.

5.2 - Prestations supplémentaires éventuelles (options) :

Aucune prestation supplémentaire éventuelles obligatoires ou facultatives n'est prévue dans le cadre de cette consultation.

5.3 - Variante :

Les variantes ne sont pas autorisées dans le cadre de cette consultation.

5.4 - Conditions d'exécution :

Les modalités d'exécution de l'accord-cadre propre à chaque lot sont indiquées à l'acte d'engagement valant CCAP le concernant.

5.5 - Forme et contenu du prix :

L'accord-cadre propre à chaque est à prix unitaires.

Les prix sont révisables dans les conditions fixées à l'article 5.2.2 de l'acte d'engagement valant CCAP.

ARTICLE 6 - FINANCEMENT ET MODALITES DE PAIEMENT

Le financement de la consultation est inscrit aux imputations suivantes du budget de Lorient Agglomération :

- Budget principal de Lorient Agglomération
- Budget eau
- Budget assainissement collectif

Les dispositions relatives aux modalités de paiement sont indiquées à l'acte d'engagement valant CCAP.

ARTICLE 7 - MODALITES DE CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT

Forme que devra revêtir le groupement après attribution au choix : conjoint (avec mandataire solidaire) ou solidaire.

En cas de groupement conjoint, l'un des opérateurs économiques membres du groupement est désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire et représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et coordonne les prestations membres du groupement. L'acte d'engagement doit indiquer la répartition des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter. Un cadre est à annexer à l'acte d'engagement.

Il n'est pas possible de présenter pour un des lots de la procédure plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et/ou de membres d'un ou plusieurs groupements.

ARTICLE 8 - ACCES AUX DOCUMENTS DE CONSULTATIONS

8.1 - Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

Conformément à l'article R. 2132-2 du code précité, Lorient Agglomération met à disposition gratuitement le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante : www.megalis.bretagne.bzh

Le téléchargement des pièces de la consultation avec un compte utilisateur sur la plateforme de dématérialisation Megalis Bretagne **est fortement conseillé** pour être informé d'éventuelles modifications ou des réponses apportées aux questions posées.

L'annexe 2 précise les actions et recommandations préalables applicables à la réponse électronique.

L'attribution et l'envoi des courriers de rejets seront adressés par voie électronique à l'adresse mail utilisée pour le téléchargement des pièces de la consultation ou à défaut à l'adresse mail référencée dans le dossier. Ainsi, une attention particulière est demandée aux entreprises. En effet, ces dernières sont seules responsables du paramétrage et de la surveillance de leur propre messagerie : redirection automatique de certains mails, utilisation d'anti-spam... qui pourraient nuire à leur bonne information.

8.2 - Contenu du Dossier de Consultation des Entreprises mis à disposition en ligne

- le présent règlement de la consultation (RC) ;
- l'Acte d'Engagement (AE) valant CCAP, propre à chaque lot ;
- le Bordereau des Prix Unitaires / Détail Quantitatif Estimatif (BPU / DQE) propre à chaque lot ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- le cadre de réponse mémoire technique (annexe 1 pour les lots de 1 à 3) ;
- le cadre de réponse mémoire technique (annexe 2 pour le lot 4).

8.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 9 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures et les offres sont entièrement rédigées en langue française.

Les données à caractère personnel transmises dans le cadre des candidatures et/ou des offres (par exemple le contenu des CV) seront strictement utilisées pour l'analyse des candidatures et/ou des offres de la présente consultation. Lorient Agglomération s'engage à ce que les informations transmises :

- soient protégées et gardées strictement confidentielles et soient traitées avec le degré nécessaire de protection eu égard à leur nature ;
- soient utilisées aux seules finalités définies dans le cadre de la réalisation de l'accord-cadre propre à chaque lot ;
- ne soient en aucun cas divulguées à des tiers sans information préalable du Soumissionnaire ;

- plus largement, à respecter l'ensemble des dispositions relatives à la protection des données personnelles notamment la Loi Informatique et Libertés modifiée par le Règlement Général relatif Protection des Données du 27 avril 2016 (N°2016/679)

Le candidat présente sa candidature :

- soit sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) qui s'apparente à un formulaire à compléter directement sur le profil d'acheteur. Le candidat complète alors le formulaire DUME et ajoute toutes les pièces relatives à l'aptitude professionnelle, capacité économique et financière et capacités techniques et professionnelles pour lesquelles le logo DUME n'apparaît pas ;
- soit sous la forme des formulaires DC1 (lettre de candidature) DC2 (déclaration de candidats) disponibles à l'adresse suivante <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

9.1 - Documents relatifs à la candidature

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques ou financières, une entreprise peut présenter sa candidature en groupement avec d'autres entreprises. L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale ; il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences requises pour l'exécution de l'accord-cadre propre à chaque lot.

Néanmoins, dans ce cas, chaque entreprise constituant le groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements demandés dans l'avis de publicité et dans le présent règlement de la consultation. En application de l'article R. 2143-12 du code précité, le candidat peut s'appuyer sur les capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs (sous-traitance ou autres). En cas d'utilisation de cette faculté, le candidat doit justifier des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et doit apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution de l'accord-cadre propre à chaque lot. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié avant l'attribution des accords-cadres, en particulier par une attestation de mise à disposition de moyens dûment signé par le représentant habilité de l'opérateur sur lequel la candidature s'appuie.

Si le candidat souhaite répondre via le DUME et qu'il a l'intention de sous-traiter une partie de l'accord-cadre d'un des lots, chaque sous-traitant doit remplir un DUME.

Les pièces de candidature à remettre sont :

- Une lettre de candidature dûment remplie ;
- Si la situation du candidat le justifie, la copie du ou des jugements prononçant le redressement judiciaire ;
- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société, si la personne signataire n'est pas le représentant légal de la société ;

Pour justifier de ses capacités économiques et financières, techniques et professionnelles, telles que prévues aux articles R. 2142-6 à R. 2142-14 du code précité, le candidat fournira les renseignements suivants :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet de l'accord-cadre propre à chaque lot, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- Une liste des principales livraisons effectuées (lots 1 à 3) et des principaux services (lot 4) fournis au cours des trois dernières années (3 références principales uniquement en lien avec l'objet de l'accord-cadre propre à chaque lot), indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé (des éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans pourront être pris en compte). Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.

9.2 - Documents relatifs à l'offre

- L'Acte d'Engagement valant CCAP propre à chaque lot, dûment complété et daté ;
- Le BPU/DQE propre à chaque lot, aux formats Word ou Excel et Pdf ;
- Pour le lot 4, indication de la part de l'accord-cadre que le prestataire a éventuellement l'intention de sous-traiter.
- Le **catalogue client** et ses tarifs en vigueur à la date de remise des offres pour les lots de 1 à 3, et le rabais éventuel accordé (dans l'encadré prévu à cet effet à l'acte d'engagement) ;
- **Lots 1 à 3, le cadre de réponse mémoire technique dûment complété, pour chaque lot détaillant :**
 - Les fiches techniques avec photos couleurs pour chacun des articles proposés au BPU/DQE (La numérotation des fiches techniques doit être la même que le BPU-DQE), ainsi que les attestations de conformité s'y rattachant ;
 - la présentation du fonctionnement du système de commande en ligne et de ses fonctionnalités / Fourniture de l'accès à un site "test" avec codes d'accès de démonstration ;
 - Les dispositions en matière de réemploi (cf. loi AGECE - Décret n°2021-254 - Art 10 du CCTP) ;
 - Les modalités proposées pour le recyclage des articles textiles et équipement de protection individuelle ;
 - Les dispositions concernant la logistique durable.

Lorient Agglomération se réserve le droit, en cours d'analyse, de réclamer aux candidats, les échantillons des produits listés aux DQE. A cet effet, les échantillons seront remis en une seule fois selon les modalités indiquées dans la demande d'échantillons déposée sur la plateforme Mégalis.

Chaque candidat devra fournir gracieusement les échantillons demandés et ceux-ci devront respecter les caractéristiques techniques des produits indiqués au DQE.

Les échantillons seront emballés dans des cartons fermés portant le nom du candidat ainsi que les mentions : « Objet de la consultation : Lot : Intitulé : Ne pas ouvrir ». Un bordereau de livraison détaillé du contenu doit être joint dans chaque carton.

Dans un délai de deux mois après la notification du rejet de son offre, les candidats évincés s'engagent à récupérer les échantillons en l'état à leurs frais.

- **Lot 4, le cadre de réponse mémoire technique dûment complété détaillant :**
 - Métrologie d'organisation et de réalisation des contrôles ;
 - Description de l'outil numérique pour assurer le suivi des contrôles périodiques des EPI catégorie 3 ;
 - Exemple de rapport de contrôle.

NB : Le candidat ne doit pas remettre en accompagnement de son offre, le règlement de la consultation, le CCAP et le CCTP, seuls faisant foi ceux détenus par l'administration.

ARTICLE 10 - CRITERES DE JUGEMENT

10.1 Critères de sélection des candidatures

Sont éliminés les candidats dont la candidature est irrecevable au regard des dispositions légales et réglementaires, qui ne disposent pas de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle ou dont la capacité économique et financière, les capacités techniques et professionnelles paraissent insuffisantes au vu des pièces de la candidature.

10.2 Critères d'attribution

Conformément à l'article R. 2161-4 du code précité, Lorient Agglomération peut décider d'examiner les offres avant les candidatures.

Les offres des opérateurs économiques sont analysées au regard des documents relatifs à l'offre.

L'offre économiquement la plus avantageuse est appréciée en fonction des critères suivants :

Lots 1 et 3 :

Critères de choix des offres	Pondération	Sous critères	Pondération
Valeur technique appréciée au regard du cadre de réponse mémoire technique et des échantillons, le cas échéant	50 %	1 - Qualité des articles proposés au regard des fiches techniques et des échantillons le cas échéant	80 %
		2 - Appréciation de la qualité du service proposé	20 %
Valeur financière	35 %	Prix issus du DQE	90 %
		Prix du panel apprécié au vu du prix public et du % de Remise appliqué sur le catalogue	10 %
Performance environnementale appréciée sur la capacité à proposer des produits issus du réemploi / réutilisation ou utilisation de matières recyclées (mention au BPU) et selon le cadre de mémoire technique	15 %	Proportion de produits respectant les principes de la loi AGECE	45 %
		Qualité de la prestation de recyclage proposée	15 %
		Prise en compte de l'impact environnemental dans la logistique et les modalités livraison	40 %

Lot 2

Critères de choix des offres	Pondération	Sous critères	Pondération
Valeur technique appréciée au regard du cadre de réponse mémoire technique et des échantillons, le cas échéant	50 %	1 - Qualité des articles proposés au regard des fiches techniques et des échantillons le cas échéant	80 %
		2 - Appréciation de la qualité du service proposé	20 %
Valeur financière	35 %	Prix issus du DQE	90 %
		Prix du panel apprécié au vu du prix public et du % de Remise appliqué sur le catalogue	10 %
Performance environnementale appréciée sur la capacité à proposer des produits issus du réemploi / réutilisation ou utilisation de matières recyclées (mention au BPU) et selon le cadre de mémoire technique	15 %	Proportion de produits respectant les principes de la loi AGECE	60 %
		Prise en compte de l'impact environnemental dans la logistique et les modalités livraison	40 %

Lot 4 :

Critères de choix des offres	Pondération	Sous critères	Pondération
Valeur technique appréciée au regard du cadre de réponse mémoire technique	50 %	Méthodologie d'organisation et de réalisation des contrôles	60 %
		Pertinence de l'outil numérique mis en place pour optimiser le suivi des contrôles périodiques des EPI catégorie 3	20 %
		Pertinence du rapport de contrôle proposé	20 %
Valeur financière	50 %		

En cas de discordance constatée dans une offre, le candidat sera invité à rectifier les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées afin de permettre l'analyse de son offre.

Les notes sont ensuite pondérées et classées en application des pourcentages indiqués ci-dessus.

ARTICLE 11 - REMISE DES OFFRES**11.1 Délai de remise des offres**

Les candidatures et les offres doivent être réceptionnées par voie électronique avant le délai indiqué en page de garde du présent Règlement de la Consultation.

11.2 Modalités de remise des offres et signature électronique

Pour chaque lot, les documents relatifs à la candidature et les documents relatifs à l'offre doivent être transmis **obligatoirement par voie électronique depuis le profil d'acheteur Mégalis Bretagne avant la date limite de remise des offres**. La transmission des offres par mail n'est pas autorisée. Les opérateurs

économiques doivent s'assurer, avant la constitution de leur pli, que les fichiers transmis ne contiennent pas de virus.

La transmission de la réponse s'effectue :

- **Soit avec le formulaire DUME**
 - o Renseigner votre DUME en ligne et joindre vos documents ou fournir votre DUME en pièce libre
 - o Joindre les documents complémentaires relatifs à la candidature si nécessaire et l'offre
- **Soit sans le formulaire DUME**
 - o Joindre l'ensemble des pièces relatives à la candidature et à l'offre

Conjointement et conformément à l'article R. 2132-11 du code précité, les opérateurs économiques ont la faculté d'adresser à l'acheteur, sur support papier ou sur support physique électronique (type CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou lien vers un cloud, une copie de sauvegarde des documents relatifs à la candidature et à l'offre.

Dans ce cas, ils doivent faire parvenir cette copie dans les délais impartis.

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde » et doit parvenir avant la date limite de remise des offres. Cette copie ne peut être ouverte que lorsqu'une offre reçue dans les délais par voie électronique, n'a pas pu être ouverte par Lorient Agglomération. Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il est détruit par Lorient Agglomération. Le candidat peut également transmettre cette copie de sauvegarde par voie dématérialisée, via une plateforme cloud.

L'enveloppe contenant la copie de sauvegarde devra porter la mention **[COPIE DE SAUVEGARDE - Fourniture de vêtements de travail, de chaussures et bottes de sécurité, ainsi que d'équipements de protection individuelle - Lot n° XX] NE PAS OUVRIR** et :

- ➔ soit être envoyée par la Poste à l'adresse suivante :

**Monsieur le Président de Lorient Agglomération
Pôle Ressources
Direction des Affaires Juridiques et de l'Achat
Commande Publique
CS 20001
56314 LORIENT cedex**

- ➔ soit être remise directement, de 8h30 à 12h et de 14h à 17h (12h le dernier jour de réception) à :

**Monsieur le Président Lorient Agglomération
Commande Publique
Maison de l'Agglomération
Accueil - Rez-de-chaussée
Esplanade du Péristyle
56100 LORIENT**

L'annexe 2 « actions et recommandations préalables applicables à la réponse électronique » fixe des préconisations d'usage à la réponse électronique.

La signature électronique n'est pas requise au stade du dépôt de la candidature et de l'offre.

Seul le candidat proposé à l'attribution de l'accord-cadre propre à chaque lot est sollicité pour signer sa candidature (déclaration sur l'honneur relative aux interdictions de soumissionner conformément à l'article R. 2143-3 du code précité, cf. annexe 1 du présent règlement de la consultation) et son acte d'engagement.

En cas de groupement d'opérateurs : le mandataire devra fournir un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

Chacun des membres du groupement produit la déclaration sur l'honneur relative aux interdictions de soumissionner, dûment signée par le représentant légal de l'opérateur ou une personne habilitée (pouvoirs à fournir le cas échéant).

En cas de sous-traitance déclarée dans la candidature ou l'offre de l'attributaire du lot concerné, la déclaration de sous-traitance est à fournir, signée par les représentants légaux de l'attributaire et du sous-traitant ou par des personnes habilitées (pouvoirs à fournir le cas échéant).

L'annexe 3 du présent règlement de la consultation apporte des indications sur les certificats de signature électronique.

ARTICLE 12 - RENSEIGNEMENTS ET INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

12.1 Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires d'ordre technique et/ou administratif qui leur seraient nécessaires ou formuler des questions en cours de consultation, les opérateurs économiques sont invités à poser leurs éventuelles questions ou demandes sur le profil d'acheteur Mégalis Bretagne.

Les candidats ont la faculté de poser leurs questions jusqu'à la date indiquée en page de garde du présent règlement de la consultation.

En cas de difficultés, la commande publique demeure à votre disposition au :

Tél : 02.90.74.71.95
mail : commande-publique@agglo-lorient.fr

12.2 Interdictions de soumissionner facultatives

Conformément aux dispositions des articles L. 2141-7 et suivants du code précité, Lorient Agglomération peut exclure de la présente procédure de passation :

- Les personnes qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnées par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un contrat de la commande publique antérieur ;
- les personnes qui :
 - o Soit ont entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel de l'acheteur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de leur donner un avantage indu lors de la procédure de passation de l'accord-cadre propre à chaque lot, ou ont fourni des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution ;
 - o Soit par leur participation préalable directe ou indirecte à la préparation de la procédure de passation de l'accord-cadre propre à chaque lot, ont eu accès à des informations susceptibles de créer une distorsion de concurrence par rapport aux autres candidats, lorsqu'il ne peut être remédié à cette situation par d'autres moyens.
- Les personnes à l'égard desquelles il dispose d'éléments suffisamment probants ou constituant un faisceau d'indices graves, sérieux et concordants pour en déduire qu'elles ont conclu une entente avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence ;
- L'acheteur peut exclure de la procédure de passation de l'accord-cadre propre à chaque lot les personnes qui, par leur candidature, créent une situation de conflit d'intérêts, lorsqu'il ne peut y être remédié par d'autres moyens. Constitue une telle situation toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation de l'accord-cadre propre à chaque lot ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation de l'accord-cadre propre à chaque lot.

12.3 Procédures de recours

- Modalités de contestation :
- Conformément aux dispositions prévues aux articles L551-1 à L551-12 du code de justice administrative, toute personne ayant un intérêt à conclure le contrat et susceptible d'être lésée par le manquement aux obligations de publicité et de mise en concurrence peut introduire un référé précontractuel, devant le tribunal administratif de Rennes. Pour les candidats évincés de la présente consultation, ces derniers peuvent également exercer un référé précontractuel dans un délai de 11

- jours à compter de la date d'envoi du courrier de rejet adressé par voie électronique et la date de signature de l'accord-cadre propre à chaque lot.
- Conformément aux dispositions prévues aux articles L551-13 à L551-23 de ce même code, un référé contractuel, pourra être exercé dans un délai de 31 jours à compter la publication de l'avis d'attribution au Journal Officiel de l'Union Européenne.
 - Un recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.
- Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction des recours et instance en charge des procédures de recours:

Tribunal administratif de Rennes
3 Contour de la Motte, 35044 Rennes Cedex
Téléphone : 02 23 21 28 28
Mail : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Annexe 1 : Déclaration sur l'honneur relative aux interdictions de soumissionner

Je soussigné(e), M/MME [nom et qualité] _____
représentant et ayant pouvoir pour engager la société _____

Le candidat individuel ou chaque membre du groupement déclare sur l'honneur, ne pas tomber sous le coup de l'interdiction posée par les articles L. 2141-1 à L. 2141-6 du code de la commande publique et être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Sont exclues de la procédure de passation des marchés publics :

1. Les personnes qui ont fait l'objet d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-34 à 222-40, 225-4-1, 225-4-7, 313-1, 313-3, 314-1, 324-1, 324-5, 324-6, 421-1 à 421-2-4, 421-5, 432-10, 432-11, 432-12 à 432-16, 433-1, 433-2, 434-9, 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 à 445-2-1 ou 450-1 du code pénal, aux articles 1741 à 1743, 1746 ou 1747 du code général des impôts, ou pour recel de telles infractions, ainsi que pour les infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre Etat membre de l'Union européenne.

La condamnation définitive pour l'une de ces infractions ou pour recel d'une de ces infractions d'un membre de l'organe de gestion, d'administration, de direction ou de surveillance ou d'une personne physique qui détient un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle d'une personne morale entraîne l'exclusion de la procédure de passation des marchés de cette personne morale, tant que cette personne physique exerce ces fonctions.

Sauf lorsque la peine d'exclusion des marchés a été prononcée pour une durée différente par une décision de justice définitive, l'exclusion de la procédure de passation des marchés au titre du présent article s'applique pour une durée de cinq ans à compter du prononcé de la condamnation.

2. Les personnes qui n'ont pas souscrit les déclarations leur incombant en matière fiscale ou sociale ou n'ont pas acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles. La liste de ces impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales est fixée par un arrêté du ministre chargé de l'économie annexé au présent code.

Cette exclusion n'est pas applicable aux personnes qui, avant la date à laquelle l'acheteur se prononce sur la recevabilité de leur candidature, ont, en l'absence de toute mesure d'exécution du comptable ou de l'organisme chargé du recouvrement, acquitté lesdits impôts, taxes, contributions et cotisations ou constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement, ou, à défaut, ont conclu et respectent un accord contraignant avec les organismes chargés du recouvrement en vue de payer les impôts, taxes, contributions ou cotisations, ainsi que les éventuels intérêts échus, pénalités ou amendes.

3. Les personnes :

1° Soumises à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce ou faisant l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

2° Qui font l'objet, à la date à laquelle l'acheteur se prononce sur la recevabilité de leur candidature, d'une mesure de faillite personnelle ou d'une interdiction de gérer en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du code de commerce, ou d'une mesure équivalente prévue par un droit étranger ;

3° Admises à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, et qui ne justifient pas avoir été habilitées à poursuivre leurs activités pendant la durée prévisible d'exécution de l'accord-cadre propre à chaque lot.

4. Les personnes qui :

1° Ont été sanctionnées pour méconnaissance des obligations prévues aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail ou qui ont été condamnées au titre de l'article L. 1146-1 du même code ou de l'article 225-1 du code pénal ;

2° Au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la procédure de passation de l'accord-cadre propre à chaque lot.

, n'ont pas mis en œuvre l'obligation de négociation prévue au 2° de l'article L. 2242-1 du code du travail ;

3° Ont été condamnées au titre du 5° de l'article 131-39 du code pénal ou sont des personnes physiques condamnées à une peine d'exclusion des marchés.

Sauf lorsque la peine d'exclusion des marchés a été prononcée pour une durée différente fixée par une décision de justice définitive, l'exclusion prévue au présent article s'applique pour une durée de trois ans à compter la date de la décision ou du jugement ayant constaté la commission de l'infraction.

Cette exclusion n'est pas applicable à la personne qui établit qu'elle n'a pas fait l'objet d'une peine d'exclusion des marchés inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire en application de l'article 775-1 du code de procédure pénale, qu'elle a régularisé sa situation, qu'elle a réglé l'ensemble des amendes et indemnités dues, qu'elle a collaboré activement avec les autorités chargées de l'enquête, qu'elle a, le cas échéant, réalisé ou engagé la régularisation de sa situation au regard de l'obligation de négociation du 2° de l'article L. 2242-1 du code du travail et enfin, qu'elle a pris des mesures concrètes de nature à prévenir la commission d'une nouvelle infraction pénale ou d'une nouvelle faute.

Cette exclusion n'est pas non plus applicable en cas d'obtention d'un sursis en application des articles 132-31 ou 132-32 du code pénal, d'un ajournement du prononcé de la peine en application des articles 132-58 à 132-62 du code pénal ou d'un relèvement de peine en application de l'article 132-21 du code pénal ou des articles 702-1 ou 703 du code de procédure pénale.

5. Les personnes qui font l'objet d'une mesure d'exclusion des contrats administratifs en vertu d'une décision administrative prise en application de l'article L. 8272-4 du code du travail.

Cette exclusion n'est pas applicable à la personne qui établit qu'elle n'a pas fait l'objet d'une peine d'exclusion des marchés inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire en application de l'article 775-1 du code de procédure pénale, qu'elle a régularisé sa situation, qu'elle a réglé l'ensemble des amendes et indemnités dues, qu'elle a collaboré activement avec les autorités chargées de l'enquête et qu'elle a pris des mesures concrètes de nature à prévenir la commission d'une nouvelle infraction pénale ou d'une nouvelle faute.

A

Le,

Signature

Annexe 2 : Actions et recommandations préalables applicables à la réponse électronique

Prérequis : Le fonctionnement en bonne et due forme de la plate-forme Mégalis Bretagne nécessite le respect de prérequis. Le candidat doit s'assurer de la configuration de son environnement informatique. L'outil offre un module pour « tester la configuration de votre poste » (rubrique « prérequis techniques » en bas de page ou pour en savoir plus sur les prérequis (cliquez ICI)).

Besoin d'aide :

- un guide utilisateur est disponible sur Mégalis Bretagne : Télécharger le guide d'utilisation à destination des opérateurs économiques
- des consultations tests peuvent être réalisées sur la plateforme pour se préparer à la réponse électronique.
- en cas de difficultés techniques, vous pouvez contacter la hotline au 0 820 20 77 43.

Compte entreprise : l'inscription et l'authentification sont nécessaires pour répondre électroniquement. Le candidat doit s'assurer de la mise à jour du numéro de SIRET de son compte entreprise.

Les plis transmis sont horodatés par la plate-forme <https://marches.megalis.bretagne.bzh>. Les opérateurs économiques doivent donc prendre toute disposition afin que leurs plis soient réceptionnés (et non envoyés) avant les date et heure limites indiquées en page de garde du présent Règlement de la Consultation. Tout pli qui parviendrait après sera considéré comme hors délai.

Annexe 3 : Précision sur la signature électronique de l'offre

Bien que l'opérateur ne soit pas dans l'obligation de signer électroniquement son offre au stade du dépôt, il sera tenu de la signer par voie électronique en cas d'attribution et dans les conditions déclinées ci-dessous :

- La signature est au format XAdES, CAdES ou PAdES. L'attributaire est invité à privilégier le format électronique PAdES (format de signature qui intègre directement le jeton de signature dans le fichier PDF). L'outil de signature proposé par la plateforme mégalis, vous permettra de signer facilement vos documents dans ce format.
- La signature électronique implique l'utilisation d'un certificat de signature électronique qualifié délivré par un prestataire de service de confiance répondant aux exigences du règlement eIDAS, soit par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE (eIDAS). L'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique, pris en application du règlement européen précité, redéfinit les modalités d'utilisation de la signature électronique et du certificat qualifié nécessaire pour que le signataire d'un marché public puisse être considéré comme ayant valablement donné son consentement. Cet arrêté opère la transition entre le certificat de signature électronique conforme au référentiel général de sécurité (RGS), précédent standard, et le certificat « eIDAS » prévu par la réglementation européenne, conforme au règlement européen précité sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Le certificat de signature utilisé selon le standard RGS reste cependant valable jusqu'à son expiration si celle-ci est postérieure au 1^{er} octobre 2018.

Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui a fourni un ou plusieurs services de confiance qualifiés et a obtenu de l'organe de contrôle le statut qualifié (article 3.20 du règlement eIDAS). En France, l'organe de contrôle, l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'informations (ANSSI), dresse une liste des prestataires habilités disponible à l'adresse suivante : <https://www.ssi.gouv.fr/administration/visa-de-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations résultant du règlement eIDAS et de l'arrêté du 12 avril 2018 précité. Dans ce cas, le candidat doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification gratuite de la signature et de l'intégrité de ces derniers, par le pouvoir adjudicateur, en transmettant concomitamment les éléments nécessaires à la vérification de la validité. Le signataire indique à l'appui la procédure permettant la vérification de la validité en fournissant notamment le lien sur lequel la signature peut être vérifiée avec une notice d'explication en français.